

Défense de l'or, par CHARLES RIST. Un vol., 5½ po. x 8¾,
broché, 121 pages — LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY, 22, rue
Soufflot, Paris V^e, 1953

Camille Martin

Volume 32, numéro 1, avril-juin 1956

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002790ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002790ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1956). Compte rendu de [*Défense de l'or*, par CHARLES RIST. Un vol., 5½ po. x 8¾, broché, 121 pages — LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris V^e, 1953]. *L'Actualité économique*, 32(1), 170-171.
<https://doi.org/10.7202/1002790ar>

à l'entreprise privée et le dogme de la liberté du commerce et de l'industrie est toujours maintenu.

Le secteur nationalisé toutefois est trop vaste pour qu'il n'ait pas modifié profondément la physionomie des institutions françaises. En dépit des affirmations et des principes, il a marqué de son empreinte l'organisation économique, la structure de l'État et la vie même des Français. Mais, en fait, quelle est la signification profonde de cette ample construction? Comment la France des entreprises publiques peut-elle vivre dans ce vieil État démocratique et libéral qui va puiser jusque dans la déclaration des droits de 1789 la sève qui nourrit ses institutions politiques et la justification de son pouvoir? Pour le dire, il faudrait savoir comment le statut des entreprises nationalisées s'accorde avec l'architecture de l'État, être en mesure de préciser le rôle économique et de définir le rôle social de ces entreprises. Or les éléments de ces différents problèmes ne sont pas facile à réunir.

C'est donc plus simplement à travers l'histoire des nationalisations, par l'analyse des intentions du législateur et l'observation méthodique du fonctionnement de ces immenses entreprises, que l'auteur va chercher à découvrir la place du secteur nationalisé dans les institutions de la démocratie française.

Camille Martin

Défense de l'or, par CHARLES RIST. Un vol., 5½ po. × 8¾, broché, 121 pages. — LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY, 22, rue Soufflot, Paris V^e, 1953.

Il est devenu de mode vers le temps de la deuxième grande guerre, de mépriser l'or au profit de la monnaie de papier. C'était là un peu un effet de la crise économique de 1929, attendu que les économistes, particulièrement les anglo-saxons, en ont jeté la responsabilité sur l'or qui, disaient-ils, avait augmenté de valeur. Les effets indésirables de l'absence d'un étalon commun sur le commerce international n'a rendu au métal jaune qu'une partie de son crédit. Dans le conflit, l'auteur a continué de défendre les idées qu'il soutient depuis longtemps et voilà qu'il publie en volume des articles qu'il a rédigés depuis 1946 en faveur du retour à l'or.

Les idées qu'il défend peuvent se résumer de la façon suivante: l'or est le seul métal pouvant servir de base au commerce international, parce qu'il est le seul universellement accepté, la marchandise-monnaie par excellence; cette situation privilégiée, il la tient de sa rareté; le caractère de bien rare, auquel vient s'ajouter celui d'être indestructible et identique à lui-même sous toutes les latitudes, confère à l'or une valeur de prestige qui en fait un instrument de premier ordre de conservation des valeurs dans le temps et partant lui attribue un rôle utile qui est la réponse à l'objection d'inutilité. Le critique d'art américain, William Butler Yeats n'a-t-il pas d'ailleurs écrit: «Toutes les choses qui ont le plus de valeur sont celles qui ne servent à rien». L'expérience des années de crise, soutient encore l'auteur, ne prouve rien contre la stabilité de la valeur de l'or. Ce qui différencie la situation d'aujourd'hui des situations analogues antérieures, c'est qu'il s'agit de reconstituer une monnaie internationale et que l'inévitable dévaluation doit être le fait d'un pays qui détient la plus grande quantité d'or, les États-Unis, au profit d'autres pays. Tous les systèmes proposés en vue d'empêcher une déflation

mondiale d'après-guerre, tel celui de Keynes, sont basés sur un système international d'émission de papier-monnaie et pèchent par ignorance d'un phénomène psychologique fondamental, la défiance internationale à l'égard du papier-monnaie. Les interdictions prononcées pendant et depuis la deuxième guerre mondiale contre le libre mouvement de l'or ne font que confirmer le prestige dont l'or jouit dans le monde. Tels sont les principaux points de la thèse essentielle qui inspire les articles publiés dans ce petit ouvrage. Camille Martin

Economic Planning under Free Enterprise, par HENRY GRAYSON. Un vol., 5½ po. × 8, broché, 134 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, 2162, avenue Florida, Washington 8, D.C., 1954. (\$2).

Le dirigisme de l'économie par les gouvernements démocratiques est une initiative relativement nouvelle, née du besoin de maintenir l'embauchage à son plus haut niveau possible et, ensuite, de bâtir une économie de guerre. Mais il semble assez sûr aujourd'hui qu'il va survivre à ces causes passagères en raison de la complexité et du désarroi de l'économie moderne.

Il s'établit en trois temps: la recherche sur laquelle se fonde la théorie; la prévision qui permet de vérifier les hypothèses et le dirigisme proprement dit ou la mise en œuvre. L'étude de l'économie, d'un autre côté, peut se poursuivre à la hauteur de trois paliers: celui de l'individu ou de l'entreprise privée, dont les préoccupations principales tournent autour des problèmes de commerce, d'équilibre et de marché; celui des institutions économiques où les problèmes sont envisagés du point de vue du monopole et de l'intérêt de toute une section de l'économie; celui enfin de l'État, qui s'efforce de relever le niveau et d'améliorer la composition et la distribution du revenu national. Les études sont passablement avancées au premier et au second palier, mais au troisième, elles ne sont que fragmentaires, d'où le besoin d'un travail comme celui-ci.

Bien qu'un premier chapitre expose les principes économiques que suppose le dirigisme, l'ouvrage toutefois vise surtout à faire connaître les techniques mises en œuvre et le degré d'avancement dans la voie du dirigisme des principaux États modernes, soit les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, la Suède et les pays de l'O.E.C.E. L'ouvrage couvre une période de deux décennies, mais il s'attache surtout aux développements d'après-guerre, sans toutefois discuter à fond les tout récents effets des derniers programmes de réarmement. Camille Martin

The Belgium-Luxembourg Economic Union, 1921-1939, par J.E. MEADE. (Collection «Essays in International Finance», no 25). Une brochure, 6 po. × 9, 41 pages. — INTERNATIONAL FINANCE SECTION, DEPARTMENT OF ECONOMICS AND SOCIOLOGY, PRINCETON UNIVERSITY. Princeton, 1956.

Cette brochure doit être signalée au lecteur pour plusieurs raisons qui ne sont pas toutes évidentes. En premier lieu, l'intérêt apportée depuis la fin de la guerre par les Unions Économiques n'a pas donné lieu à un tel nombre d'études précises pour qu'on ne puisse encore avoir à tenir compte de chacun des textes qui sont